

## PLENIERE DU 20 JUIN 2005 - DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

*Intervention de Claude Taleb,  
pour le groupe des élus Verts*

En écho au raisonnement qui vient d'être exposé par Jean-Pierre Girod, je souhaite faire part de l'extrême préoccupation de mon groupe au sujet des perspectives financières, de l'avenir des fonds européens, en bref, de l'avenir de l'Europe.

Après le Conseil européen de jeudi dernier, l'Union ressemble de plus en plus à un champ de ruines.

On pourrait dire que les chefs d'Etat et de gouvernement nous ont offert le spectacle de la concurrence libre et non faussée des impuissances et des égoïsmes nationaux.

Et Jacques Chirac continue de se distinguer, ce « grand européen » qui a su être si convaincant il y a quelques semaines a recoiffé sa casquette tricolore pour jouer le héraut des « intérêts de la France »... avec autant de succès !

Qui peut il encore tromper ?

Comment construire l'Europe si on diminue son budget ?

La position de la France ou de l'Allemagne, tout autant que celle de la Grande Bretagne, sonne comme une fin de non recevoir aussi brutale qu'irresponsable aux aspirations citoyennes.

Elle ne peut qu'élargir encore le fossé entre gouvernants et gouvernés.

Les citoyens, beaucoup de ceux qui persistent à soutenir le projet européen « malgré tout », et la majorité de ceux qui ont si fortement exprimé leur scepticisme ou leur rejet du cours libéral suivi jusqu'ici, ont en commun de désespérer d'un espace où les droits sociaux, les droits des citoyens, les droits

des territoires et de l'environnement restent subordonnés aux objectifs du marché unique.

Le rattrapage nécessite un rééquilibrage.

Il implique des investissements collectifs conséquents dans des grands et des petits projets de cohésion sociale et territoriale, soit nettement plus que les ... 1 et quelques poussières de % de la richesse européenne consenties par nos comptes nationaux.

Les 1,24% demandés par la Commission sont bien le minimum nécessaire.

Nous avons dans nos documents de séance la contribution de notre Région au document de préparation du Cadre de Référence Stratégique National.

La position budgétaire de la Commission y est, à juste titre, soutenue. La réflexion régionale qui y est exposée est une parfaite illustration du bon usage qui pourrait être fait des fonds européens, pour le développement soutenable de la Haute-Normandie.

En effet, la mobilisation du Feder sur l'innovation, l'économie de la connaissance, l'environnement et la prévention des risques, celle du Fse sur l'aide à la création de micro entreprises, la formation des salariés et le soutien à l'économie sociale et solidaire, l'inscription de l'Arc Manche comme espace pertinent de la nouvelle coopération dite territoriale, sont autant de perspectives qu'il serait effectivement possible de concrétiser, dans le cadre des fonds de nouvelle génération, tels qu'ils sont définis par l'Union européenne.

Mais ces perspectives sont précaires et rendues incertaines.

On entend dire que l'Etat prévoirait de réserver ces fonds pour le financement des seules politiques nationales : les pôles de compétitivité et le plan Borloo !

C'est bien la marque d'un Etat prédateur et sans imagination.

Et le blocage du budget à 1% du revenu européen , porterait le coup de grâce à la solidarité communautaire.

Il faut rappeler que plus de 300 millions d'€uros mobilisés pour soutenir l'activité, l'emploi, le développement des territoires, et l'environnement, en Haute-Normandie, sont en jeu, avec l'objectif 2.

Nous avons collectivement la responsabilité de choisir les contours de l'Europe de demain.

Entre faire de la politique de cohésion le premier poste de dépenses de l'Union en 2013, à plus de 50% du budget, ou bien nous résigner ou nous accommoder, de sa réduction à peau de chagrin, juste un espace de libre échange.

C'est une certaine idée, solidaire, humaniste, de la construction européenne, qui est menacée de dépérissement si nous ne parvenons pas à faire entendre la voix des régions et autorités locales comme celle des citoyens.

On voudrait donner la prime à l'expression des nationalismes les plus égoïstes et qui sait, demain, les plus agressifs, qu'on ne s'y prendrait pas autrement !